

## PÉDAGOGIE

**Denis BARRIOLADE, Valérie BROUSSELLE, Jean-Paul EGRET, Françoise TÉTARD (dir.),** *Cadres de jeunesse et d'éducation populaire (1918-1971)*, La Documentation française, 330 p

Publie à la suite d'un colloque du PAJEP, cet ouvrage consacre à l'histoire des cadres de jeunesse et d'éducation populaire à pour ambition, comme le rappelle Françoise Tétard (†), de faire dialoguer autour d'un même objet archivistes, témoins et historiens. Adoptant un plan chronologique et thématique, les différents contributeurs se proposent de donner une lisibilité à ces « communautés provisoires » (selon le mot d'Emmanuel Mounier) d'hommes et de femmes qui, des la période matricielle de l'entre-deux-guerres, se sont engagés dans les mouvements et/ou organisations de jeunesse, puis d'Éducation populaire, à l'image de l'École de Roches (dont Nathalie Duval rappelle opportunément les liens avec le scoutisme), le camp-école de Chamarade, lieu de cristallisation de l'identité des Scouts de France (Jean-Jacques Gauthier), tandis que Genevieve Poujol rappelle combien dans les années trente militantisme et célibat paraissent indissociables dans les mouvements féminins protestants. La période charnière de la seconde guerre mondiale est sans doute mieux connue, à la suite des travaux de Bernard Comte, qui souligne dans son introduction le caractère fécond de ces années, en dépit d'une réelle improvisation administrative (notamment au sein du SGJ). La formation des cadres, ambition affichée de la Révolution nationale visant à reconstruire la « Maison France ». C'est, en matière de formation professionnelle, le rôle assigné au discret Comité Sully (Jean-Marie Huguet), tandis qu'émerge une nouvelle profession, celle des « chefs de maison de jeunes » dont Christian

Maurel décrit la fonction « instituante », à la fois politique et pédagogique. Marie Thérèse Cheroute aborde pour sa part la spécificité de l'engagement des femmes qui disposent de leurs propres écoles de cadres et s'investissent dans des actions particulières, telles l'encadrement des colonies de vacances. Consacrée à l'après-guerre et ses prolongements, une troisième partie montre d'emblée combien la Libération ne va pas constituer une réelle césure, Antoine Prost rappelant que si les mêmes hommes restent en place, ils agissent désormais dans des structures profondément remaniées. La relance de « Cœurs Vaillants/Ames Vaillantes » (Thierry Crepin), sous la houlette de l'abbé Pihan, pouvant illustrer cette œuvre nécessaire de réhabilitation de certains mouvements. Dans le cas de « Tourisme et Travail » (Sylvain Pattieu), il s'agira de s'affranchir des années noires en recrutant de nouveaux cadres, issus notamment du syndicalisme. Ce que nuance par ailleurs l'article de Samuel Buisson, consacré aux premières formations d'éducateurs spécialisés dans ce cas précis, la présence en leur sein d'anciens chefs scouts. Issus des Chantiers de Jeunesse confirme la logique de l'héritage. La description du tissu associatif de l'après-guerre en Bourgogne (témoignage de Michel Delmas), des expériences menées en Allemagne avant la création de l'OFJA en 1963 (Emmanuelle Picard), ou encore des Circuits Corses (Pierre Guillaume) témoignant de la richesse et de diversité de la « nébuleuse associative » dans les années cinquante. La quatrième partie de l'ouvrage est sans doute celle qui s'inscrit le mieux dans l'objet même du projet, abordant véritablement comment l'éducation populaire devient un « secteur d'intervention de l'État » par l'émergence de professions et de corps autonomes chargés de la mise

en œuvre des politiques publiques. accouchement douloureux pour ce qui relève des Inspecteurs de la Jeunesse et des Sports (Marianne Lassus), écartelés entre éducation populaire et Sports, autonomie relative des instructeurs spécialisés d'éducation populaire, créés dès la Libération (François / Tétard) et qui ne cessent de s'organiser pour résister aux menaces d'extinction de leur corps, identité particulière enfin que celle des directeurs de MJC, que Laurent Besse qualifie opportunément de « para-fonctionnaires associatifs », mettant l'accent sur la dualité pouvant alors exister entre une « identité corporative » avérée sur le terrain, mais une « identité professionnelle » contestée par les pouvoirs publics eux-mêmes. Passée cette période de constitution des corps et des identités, vient maintenant le temps des réalisations réunies dans un ultime chapitre (« la tentation de la technicisation »), une série de contributions montrent les profonds changements qui, dans les années soixante, affectent le secteur de l'éducation populaire, en le professionnalisant et en le structurant davantage la transformation du Centre de Culture Ouvrière en véritable institution de formation (témoignage de Dominique Alluni), la création au sein de l'UFCV du CNFA (témoignage de Michel Segurier), la création du département « carrières sociales » au sein des IUT (Jean-Louis Hiribarren) ou du CAPASE (Chantal Guerin-Plantin), ou encore la professionnalisation des animatrices des centres de loisirs maternels (François Lebon) ne sont que quelques-unes des illustrations de ce glissement inéluctable, qui éloigne les cadres de jeunesse de leurs identités premières pour les placer en première ligne de politiques de la Ville qui ne disent pas encore leur nom (Thibault Teller), mais qui exigent des professionnels de l'animation et de la formation plus qualifiés, plus « techniciens », plus

implantés dans les territoires et dans la cité. Malgré l'éclectisme qui sied toujours à ce genre d'entreprise, cet ouvrage collectif est une contribution majeure au champ de l'histoire de l'éducation populaire en voie de polidérivation.

Olivier CHOVAUX

**Laurent GUTIERREZ, Laurent BESSE, Antoine PROST (dir.),** *Réformer l'école. L'apport de l'Éducation nouvelle (1930/1970)*, Presses Universitaires de Grenoble, 2012, 447 p

« Changer la société en transformant l'École ». Vaste programme que celui des acteurs et théoriciens de l'Éducation nouvelle (EN), interrogé lors d'un colloque s'étant tenu en 2010 à l'initiative du PAJEP, du Centre d'histoire du XIX<sup>e</sup> (Universités de Paris I et Paris IV Sorbonne) et de l'IUT de Tours. Les contributeurs se proposent d'interroger la pertinence de cet objectif initial des années trente aux années soixante-dix, pour en vérifier la portée et l'efficacité dans la sphère scolaire et celle des loisirs. Encore convient-il dans une première partie de cerner précisément cette nébuleuse de l'Éducation nouvelle, et d'en définir les fondements identitaires, à partir par exemple de l'analyse de la revue « Pour l'éducation nouvelle » (1922/1940) dont l'objectif premier semble être de se distinguer de l'école traditionnelle (Beatrice Haengelli-Jenni), ou encore de ses adversaires ou théoriciens, tels le philosophe Alain, dont les prises de position contre ce courant sont nuancées par la contribution de Baptiste Jacomino, tandis que Samuel Renier montre comment les idées de John Dewey eurent finalement un assez faible écho en France dans l'entre-deux-guerres. Il faudra attendre la fin des années soixante pour que ses travaux aient meilleure réception. Quant à Celestin Freinet et son

projet de « formation sociale de l'enfant », l'accueil plus que mitigé lors du 6ème congrès mondial de l'EN à Nice montre combien l'apolitisme est l'une des marques du mouvement dans l'entre-deux-guerres, lorsqu'on connaît les sympathies de Freinet pour l'URSS (Frederic Mole) Le belge Ovide Decroly connaîtra les mêmes difficultés, un seul établissement se réclamant encore de cette démarche pédagogique (Sylvain Wagnon) Ce qui ne peut surprendre lorsque l'on sait que les Ecoles nouvelles restent à l'initiative de militants, généralement issus du scoutisme (Renee Lebel, Emilie Roustin ou Marguerite Bernard), comme l'observe Fabienne Serina-Karsky La deuxième partie de l'ouvrage interroge pour sa part la place de ce courant au sein de l'institution scolaire, à partir de l'étude de trajectoires de militants, tel Maurice Weber, qui favorisera le rapprochement entre partisans de l'école unique et l'EN (Bruno Garnier), ou de la place qu'il occupera successivement dans les premiers projets de réforme issus des mouvements de résistance des 1942 (Guy Krivopissko), sous Vichy via le « bulletin national de l'enseignement primaire », signe de la plasticité de l'Education nouvelle (Pierre Boutan), et bien évidemment au sein du projet de plan Langevin-Wallon (Andre D Robert), où se liront de multiples courants éducatifs, notamment d'origine anglo saxonne La troisième partie aborde le terrain des pédagogies et énumère quelques-unes des expériences issues de l'Education nouvelle, à commencer par les loisirs dirigés dans les collèges et lycées entre 1937 et 1939 (Jean François Condette), à la mise en œuvre contrariée par les difficultés matérielles, les reticences des parents et la pesanteur du système ou encore les classes d'orientation créées à titre expérimental sous le Font populaire (Jean-Yves Seguy) L'étude de

ses principaux vecteurs de diffusion, à l'image de la revue « méthodes actives » étudiée par Laurent Gutierrez pour la période 1950/60 et destinée aux instituteurs, ou des « cahiers pédagogiques » pour le second degré (Xavier Riondet) en soulignant une fois de plus la proximité avec les idéaux et principes du plan Langevin-Wallon, dont Patricia Legris rappelle combien il aura été une occasion manquée pour ce qui concerne la réforme des programmes d'histoire, la SPHG (Société des Professeurs d'Histoire-Geographie) s'opposant à toute modification de fond L'ouvrage se termine sur les prolongements « hors éducation nationale » de l'Education nouvelle le scoutisme bien évidemment, ou Nicolas Palluau souligne le rôle déterminant de Georges Berthier (directeur de l'Ecole des Roches et Président des Eclaireurs de France), la nébuleuse de l'éducation populaire également touchée par les méthodes actives au lendemain de la seconde guerre mondiale, comme le rappelle Laurent Besse via l'étude des MJC et du mouvement « Peuple et Culture », la Ligue Française de l'enseignement (Nathalie Sevilla) ou encore les CEMEA dont Genevieve Vannini souligne le rôle pionnier en matière de formation des cadres des colonies laïques Moins connue est sans doute la part de l'EN et de ses méthodes dans le secteur de la protection de l'enfance, à partir de la belle étude menée par Emmanuelle Guey sur le service social de l'enfance du département de la Seine dans l'entre-deux-guerres et l'action décisive de Paul Fauconnet, ou encore la formation des maîtres spécialisés, véritable laboratoire expérimental de l'EN (Jacqueline Roca) Complète par des témoignages de militants issus des mouvements de jeunesse et de l'éducation populaire, cet ouvrage vient utilement compléter une littérature émergente sur ces pédagogies « non institutionnelles » ayant pour partie irrigué notre sys-

teme éducatif depuis plus d'un siècle

OLIVIER CHOVAUX

**Bernard BODINIER, Martine GEST, Marie-Françoise LEMONNIER-DELPY, Paul PASTEUR (dir.)**, *Genre et éducation Former, se former, être forme au féminin*, Presses Universitaires de Rouen et du Havre, 2009, 546 p

Issue d'un colloque international conjointement organisé par l'Université de Rouen et l'IUFM de cette même Académie en 2006, cette publication a pour ambition d'aborder la question du genre naguère controversée en France, au travers du prisme de l'histoire de l'éducation L'étude de la construction culturelle de la différence des sexes étant, comme le souligne Rebecca Rogers dans l'introduction, encore peu prise en compte dans les travaux les plus récents, alors que l'œuvre scolaire de la Troisième République fait de l'éducation des filles et de la formation des futures enseignantes un véritable enjeu (certaines institutrices devenant d'ailleurs les premières figures du féminisme) Consacrée à l'éducation des filles aux XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles, une première partie souligne toute l'importance du rôle joué par la littérature en la matière et ce dès la Renaissance (Anne Réach-Ngô) où les premiers récits d'apprentissage féminins véhiculent nombre de stéréotypes, dans le respect des normes et conventions sociales de l'époque. Au XVI<sup>e</sup>, les références à l'Antiquité grecque contribuent à l'émancipation spirituelle des femmes et forgent avant l'heure la figure de « l'intellectuelle », aux côtés de la figure de la « mondaine » et de la « chrétienne » (Maria Papapetrou-Miller), à l'image de Marie le Jars de Gournay, éditrice des Essais de Montaigne et partisane de l'égalité des sexes Interrogeant pour sa part l'éloquence féminine du

XVII<sup>e</sup>, Myriam Dufour-Maître montre que l'usage d'une rhétorique spécifique permet aux femmes d'accéder à une forme d'éloquence « savante » qui leur était jusque là interdite La deuxième partie, « corps et éducation » s'ouvre sur une contribution consacrée aux « romans de mariage » au XIX<sup>e</sup> (Laurence Chaffin) qui diffusent l'image d'un bonheur féminin construit autour des rôles de mère et d'épouse, à l'inverse du combat mené par certaines jeunes filles pour accéder à une forme d'autonomie intellectuelle, à partir de l'étude de leurs journaux intimes (Geneviève Guilpain). Etudiant les discours des hygiénistes à la fin du XVIII<sup>e</sup>, Juan Jimenez Salcedo montre combien le traitement de l'hystérie est une priorité, s'agissant de soigner certes le corps, mais aussi les âmes (tel l'ouvrage de Jean André Venel, « essai sur la santé et l'éducation médicale des femmes destinées au mariage », 1776) Inaugurant pour sa part un chantier jusque-là délaissé par les historien(ne)s, Sandrine Roll aborde la question des premiers établissements d'enseignement ménager (à l'image de celui ouvert à Reims par Mme Doyen-Doublé en 1873) et rappelle qu'ils étaient destinés à améliorer le sort des femmes de la classe ouvrière, en les affranchissant également de l'emprise religieuse. Introduite par Betty Lefevre, une troisième partie consacrée aux activités artistiques et à l'éducation s'ouvre sur une réflexion sur l'enseignement des arts plastiques en France (Annie Boulon-Fahmy), filière fortement féminisée, alors que les galeristes et les historiens des arts font peu de cas des femmes plasticiennes, exception faite d'Annette Messenger ou Louise Bourgeois. La contribution de Florence Carpentier, consacrée à l'histoire de l'éducation physique féminine scolaire, à partir de l'étude des textes et autres instructions officielles souligne combien

celle-ci est d'abord construite à partir de celle des garçons, avant que les différences biologiques ne soient davantage prises en compte dans l'entre-deux-guerres, eugénisme et esthétisme gouvernant l'EP féminine jusque dans les années soixante. Dans la quatrième partie, l'image de la fillette dans les discours éducatifs est successivement abordée par Marie-Françoise Boyer-Vidal (au travers de la littérature de poupée, qui renforce les stéréotypes et favorise les processus d'identification), Isabelle Smadja (dans la littérature de jeunesse, qui participe également à la construction des cultures d'une identité féminine), puis Marie-Claude Hubert qui étudie la sexualisation des discours dans la littérature enfantine. La cinquième partie traite des « discours et pratiques au Siècle des Lumières », où l'éducation des jeunes filles demeure gouvernée par des déterminants biologiques et sociaux leur assignant une vocation domestique et maternelle, avant le « vibrato révolutionnaire » et l'élaboration des premiers plans d'éducation féminins (Laurence Steuzac). Marianne Charrier-Vozel étudie quelques dialogues connus (Diderot, Mme d'Épinay, Galiani) contribuant à déconstruire quelques lieux communs et les premiers mécanismes de « domination masculine ». L'analyse détaillée du roman épistolaire des « lettres sur l'éducation » de Mme de Genlis (Isabelle Brouard-Arends) en constituant une illustration. Dans une sixième partie (« religion, éducation et novation ») présentée par Rémi Dalisson, trois contributions abordent successivement les modèles d'éducation des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> permettant d'élever « chrétiennement, raisonnablement et noblement » les jeunes filles (Port Royal et bien évidemment Saint Cyr, dont Dominique Picco interroge précisément la notion de modèle).

Dans un autre registre, Marc-Antoine Pottin rappelle les considérations de Mgr Dupanloup vis-à-vis de l'éducation des jeunes filles, à partir de l'étude de son essai « la femme chrétienne française » (1868), considérations certes classiques (épouse, mère et chrétienne), mais qui n'excluent pas la connaissance du latin, de la philosophie ou encore de l'agriculture pratique. Avant-dernier chapitre consacré cette fois à l'étude d'un certain nombre de « femmes éducatrices », à commencer par les institutrices du département de l'Eure à la fin du XIX<sup>e</sup> (Bernard Bodinier), en passant par les ouvrières membres de la Chambre des ouvriers et employés de Vienne, où Paul Pasteur évoque la figure déterminante de Kathe Leicher, ou encore la formation professionnelle des Mineur(e)s en internat dans les années soixante (Anne Thomazeau). La dernière partie de l'ouvrage étant consacrée à la présentation de modèles d'éducation européens (Russie, Pologne, Algérie, Sénégal). Comme souvent en pareil cas, textes aboutis et réflexions moins élaborées cohabitent dans un ouvrage dense, mais dont l'architecture et l'agencement facilitent guère la lecture, nombre de parties (près d'une dizaine au total) étant gouvernées par l'éclectisme. On peut également regretter que la perspective comparatiste soit si peu mobilisée compte tenu de l'objet d'étude qui apparaît lui aussi trop souvent en filigrane. On passera également sur une conclusion générale extrêmement minimaliste, qu'explique sans doute l'extrême hétérogénéité des contributions et des champs disciplinaires mobilisés, sans qu'ils puissent dialoguer ensemble.

Olivier CHOVAUX